



Convention

CONVENTION

Commune d'AULNOYE-AYMERIES

Mise à disposition temporaire de candélabres et autres supports d'éclairage public dans le cadre des illuminations des fêtes de fin d'année Saison hivernale 2023-2024

ENTRE LES SOUSSIGNEES

La Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, ayant son siège sis 1 place du Pavillon, BP 50234, 59603 Maubeuge Cedex, représentée par son Président, en exercice, Monsieur Bernard BAUDOUX, dûment habilité à l'effet des présentes, suivant la délibération n°3404 de la décision n° 4556/2023.

Et

La commune d'AULNOYE-AYMERIES, sise Place du Docteur Guersant à Aulnoye-Aymeries, représentée par Monsieur Bernard BAUDOUX, dûment habilité(e) à l'effet des présentes suivant une délibération du Conseil Municipal n°.....en date duet d'une décision en date du

Ci-après dénommée : la Commune
D'autre part

PREAMBULE :

Vu les arrêtés préfectoraux du 30 mai 2013 et du 19 décembre 2013 portant création d'une Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre, de la Communauté de Communes Nord-Maubeuge, de la Communauté des Communes Frontalières du Nord-Est Avesnois, de la Communauté de Communes Sambre-Avesnois, et du SIVU pour la requalification de la friche industrielle de CLECIM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2022 portant extension des compétences de la CAMVS à la compétence facultative « usages numériques en matière de numérique éducatif » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2022 portant modification des statuts de la CAMVS ;



Vu la délibération n°2210 du 12 décembre 2019 modifiée, portant révision de l'intérêt communautaire de la compétence « création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire » ;

Vu la délibération n°2990 du Conseil Communautaire du 30 septembre 2021 portant complément à la délibération n°2210 du 12 décembre 2019 relative à la révision de l'intérêt communautaire de la compétence optionnelle « création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire » ;

Vu les statuts de la CAMVS et notamment l'article 2.2.a. relatif à la compétence facultative « création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire » ;

Vu la demande des communes d'installer des éclairages festifs à l'occasion des fêtes de fin d'année ;

Considérant que la CAMVS est compétente en matière d'éclairage public et que cette compétence se limite strictement à l'éclairage public excluant tout éclairage festif ou ornemental ;

Considérant qu'à l'occasion des fêtes de fin d'année, des éclairages spécifiques d'illuminations festives peuvent être installés par les communes ;

Considérant que les illuminations festives restent de compétence communale ;

il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention concerne la mise à disposition temporaire, à titre gratuit, des candélabres et autres matériels d'éclairage public, au profit de la commune signataire des présentes pour qu'elle puisse remplacer les « ampoules d'éclairage public » par des « ampoules festives » et/ou y installer du mobilier décoratif.

Article 2 : Durée

La présente convention est conclue pour la période hivernale 2023-2024, à savoir mise à disposition des candélabres et autres matériels d'éclairage public du 1er décembre 2023 au 04 janvier 2024.

Article 3 : Equipements mis à disposition

Les équipements, dont la liste exhaustive est reprise en annexe n°1 des présentes, sont mis à la disposition de la commune.

L'annexe, remplie par la commune et validée par la CAMVS, fait apparaître le détail précis des candélabres et autres installations par rue de la commune.

Article 4 : Modalités d'exécution de la convention



Dans le cadre des illuminations festives :

- Il est autorisé le changement d'ampoules d'éclairage public.
Dans ce cas, la commune devra préciser aux services de la CAMVS les informations suivantes :
 - Le lieu de stockage des ampoules prélevées,
 - Les coordonnées de l'entreprise habilitée démontant et remontant les ampoules de l'éclairage public.

- Il est également autorisé l'installation de mobilier décoratif sur les candélabres et autres matériels d'éclairage public.
Dans ce cas, la commune s'engage à :
 - à ne pas percer, ni dégrader les candélabres et autres matériels d'éclairage public mis à disposition et à préciser aux services de la CAMVS le mode de fixation utilisé pour l'installation du mobilier décoratif,
 - à faire valider la méthode de pose du mobilier par la CAMVS,
 - le cas échéant, informer les services de la CAMVS des coordonnées de l'entreprise habilitée pour l'installation du mobilier décoratif sur les mâts concernés.

Il est de convention expresse entre les parties que l'ensemble des frais de démontage, remontage et remplacement des ampoules liées à l'éclairage public et/ou du mobilier décoratif est à la charge exclusive de la commune. Par ailleurs, si l'installation de l'éclairage festif nécessite une modification quelconque du dispositif d'éclairage public, tel que l'installation de connecteurs de type Kitilum, ce dernier ne pourra être réalisé qu'avec l'accord préalable de la CAMVS et aux frais de la commune.

En cas de modification de la liste des équipements mis à disposition, la commune s'engage à en informer par écrit la CAMVS dans les meilleurs délais. Il est entendu que les candélabres et autres matériels d'éclairage public ne pourront être considérés que comme mis à disposition qu'après accord de la CAMVS.

Article 5 : Responsabilités

En raison de la demande de la commune, il est de convention expresse que la commune assure l'entière responsabilité, notamment vis-à-vis de la société qui installera et démontera les luminaires et/ou le mobilier décoratif, mais également vis-à-vis des usagers en raison du changement de luminosité, d'intempéries et de tout autre évènement pouvant survenir.

Le preneur devra assurer et maintenir assurés, auprès d'une compagnie notoirement solvable, les biens mis à disposition, les aménagements, les objets mobiliers, matériels et marchandises contre l'incendie, les risques professionnels, le recours des voisins et des tiers, les dégâts des eaux, la recherche de fuites, les explosions, les bris de glace, tous dommages matériels et immatériels, tempête, ouragan, chute d'appareils de navigation aérienne, contre le risque d'émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme et de sabotage et généralement tous les autres risques.

Ces polices devront en outre couvrir le recours des tiers et des usagers et comporter une renonciation expresse à tous recours contre la CAMVS et ses assurances avec mention de renonciation.



La commune devra maintenir et renouveler ces assurances pendant toute la durée de la convention, acquitter régulièrement les primes et cotisations et justifier du tout, à toute réquisition du bailleur et au moins annuellement et pour la première fois dans les quinze jours qui suivent la signature de la présente.

Article 6 : Récapitulatif des annexes

Annexe n°1 : liste exhaustive des biens et équipements mis à disposition de la commune dans le cadre de cette convention.

Article 7 : Droits et litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention pourra être porté devant le Tribunal Administratif de LILLE.

En 2 exemplaires, Maubeuge, le 24 octobre 2023

Pour la GAMVS

Pour la Ville d'Aulnoye-Aymeries

Le 1^{er} vice-président
Arnaud DECAGNY



**Annexe n°1 : liste exhaustive des biens et équipements
mis à disposition de la commune**